

DANS L'ACTUALITE du 13 au 15 janvier 2015

Projet de loi

Projet de loi Macron : 1ère lecture assemblée nationale - Commission spéciale croissance et activité

[Amendements déposés en commission sur le texte n° 2447](#)

Source : assemblee-nationale.fr du 15/01/2015

Jurisprudence

Réserver aux seuls taxis (londoniens) l'utilisation des couloirs de bus, à l'exclusion des voitures de tourisme avec chauffeur, n'est pas une aide d'Etat au sens de l'article 107§1 TFUE

[CJUE 14 janvier 2015 *Eventech*, affaire C-518/13](#)

Les auteurs des plans locaux d'urbanisme (PLU) ne peuvent créer de catégorie de destination des constructions autre que celles prévues par le code de l'urbanisme pour moduler le nombre de places de stationnement exigées par des titulaires d'autorisations d'urbanisme

[CE 30 décembre 2014 *société Groupe Patrice Pichet*, req. n° 360850](#)

Pour déterminer si les aménagements prévus par un programme d'aménagement d'ensemble (PAE) découpé en tranches de travaux successives ont bien été réalisés, il convient de prendre en compte la seule date d'achèvement du programme dans son ensemble, et non celle de la tranche concernée, sauf à regarder celle-ci comme constituant, par elle-même, un PAE.

[CE 30 décembre 2014 *commune de Verniolle*, req. n° 361641](#)

Refus d'annulation de l'article 16 du décret n° 2013-606 du 9 juillet 2013 portant diverses modifications du code de l'environnement relatives à la publicité extérieure, aux enseignes et aux préenseignes

[CE 29 décembre 2014 *association Agir pour les paysages*, req. n° 374537](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Marchés sans formalités : nouvelle attaque contre le seuil des 15 000 euros

[Le député des Ardennes Jean-Luc Warsmann revient à la charge contre le plafond des 15 000 euros pour la passation sans formalités des marchés publics.](#)

Source : le Moniteur du 14/01/2015

Une opération de sauvetage des contrats de partenariat

[Le 22 décembre, la direction des affaires juridiques de Bercy a lancé, sur son site, la concertation publique sur le projet d'ordonnance transposant le volet législatif des directives « marchés publics ». Les acteurs de la commande publique sont appelés à faire, jusqu'au 30 janvier, leurs observations sur cette première ébauche.](#)

Source : la gazette des communes du 14/01/2015

Marchés de fourniture d'énergie : une série de questions en suspens

[Le secteur des énergies est actuellement en pleine mutation, principalement avec la mise en place progressive de la fin des tarifs réglementés. L'achat d'énergie est un domaine très spécifique qui soulève des questions techniques et complexes, tant au niveau du cadre juridique interne que de la compatibilité entre réglementation française et européenne.](#)

Source : localtis.info du 13/01/2015

Une première application de la jurisprudence Tarn-et-Garonne

[La jurisprudence Tarn-et-Garonne peut-elle s'appliquer aux contrats signés avant le 4 avril 2014 ? Un TA a, pour la première fois, répondu positivement. Pour rejeter la requête, il a notamment estimé que l'insuffisance d'information sur le personnel à reprendre, qui est un élément essentiel, n'a pas exercé une influence sur la présentation de l'offre de la requérante.](#)

Source : achatpublic.info du 13/01/2015

Urbanisme

Aménagement de la montagne : une piste n'est pas un terrain !

Selon le Conseil d'Etat, un préfet ne peut pas créer, sur un circuit de randonnées effectuées en motoneige, une unité touristique nouvelle (UTN) ouverte à la circulation de ces engins.

Source : le Moniteur du 14/01/2015

Grand Paris : des retombées économique colossales attendues

Exit, les dix clusters dessinés, à la fin des années 2000, par le secrétaire d'Etat à la région-capitale, place à 21 contrats de développement territorial ! Au risque du saupoudrage ? Pour la Société du Grand Paris, à la manœuvre sur ce dossier, les retombées permises par les CDT seront tout de même considérables.

Source : la gazette des communes du 14/01/2015

Logement : six propositions pour améliorer la compétitivité du secteur

Comment booster la croissance dans le secteur du logement ? André Yché, Philippe Pelletier, Etienne Fatome... ont planché sur la question lors des premières assises du droit et de la compétitivité, organisé à l'université Panthéon-Assas à Paris vendredi 9 janvier.

Source : le Moniteur du 12/01/2015

Grand Paris : un schéma fiscal en deux temps pour la métropole

Les derniers arbitrages du gouvernement sur le Grand Paris prévoient une "fiscalisation progressive du panier de ressources" de la métropole. La cotisation foncière des entreprises (CFE) est bien attribuée aux territoires jusqu'en 2021 mais elle ira ensuite à la métropole qui bénéficiera alors de la totalité de la fiscalité économique.

Source : la gazette des communes du 12/01/2015

Grand Paris : le bras de fer pour la gouvernance

[Les collectivités, soucieuses de leur indépendance, veulent revoir à la baisse les pouvoirs de la métropole du Grand Paris. Quitte à maintenir les inégalités territoriales ?](#)

Source : la gazette des communes du 12/01/2015

Environnement

Ségolène Royal: « il faut programmer la construction d'une nouvelle génération de réacteurs nucléaires »

[Ségolène Royal, la ministre de l'Energie et de l'Ecologie, a estimé mercredi 14 janvier qu'il n'y avait pas lieu de « polémiquer » sur le nucléaire et que la construction de nouveaux réacteurs étaient « conformes à la loi de transition énergétique ».](#)

Source : le Moniteur du 14/01/2015

Environnement, urbanisme : ce qu'il faut retenir de la nouvelle loi de simplification de la vie des entreprises

[La loi de simplification de la vie des entreprises, publiée au Journal officiel du 21 décembre 2014, comporte de nombreuses dispositions dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et de l'urbanisme, reposant en grande partie sur des ordonnances à venir. Le texte contient en outre d'autres mesures intéressant les collectivités, notamment en matière de commande publique.](#)

Source : localtis.info du 12/01/2015

Collectivité territoriale

Ratification de plusieurs ordonnances relatives à la métropole de Lyon

[Le ministre de l'intérieur et la ministre de la décentralisation et de la fonction publique ont présenté trois projets de loi ratifiant trois ordonnances relatives à la création, au 1er janvier 2015, de la métropole de Lyon.](#)

Source : conseil des ministres du 14/01/2015

Les « Villes de France » fixent leurs priorités pour 2015

[Les « Villes de France », anciennes « Villes moyennes », et leur présidente Caroline Cayeux, sénatrice-maire \(UMP\) de Beauvais, ont affiché quatre priorités pour l'année à venir lors de la présentation des vœux de l'association pour l'année 2015 : un aménagement du territoire plus équilibré, une négociation sur la baisse des dotations, un pacte collectivités-gouvernement sur les normes et la sauvegarde des universités locales.](#)

Source : le Courrier des maires du 14/01/2015

Les dossiers à suivre en 2015 pour les collectivités territoriales

[En 2015, la réforme territoriale et toutes ses conséquences retiendra bien entendu l'essentiel de l'attention des professionnels des collectivités territoriales, dans ses différents volets : compétences, fusion de régions, intercommunalités... L'autre grand chantier concernera les finances locales, étranglées. Les questions relatives au statut et la carrière des fonctionnaires territoriaux sont aussi à surveiller. Mais bien d'autres dossiers s'imposeront aux acteurs locaux dans leur ensemble. Notre dossier en dresse le panorama.](#)

Source : la gazette des communes du 13/01/2015

Réforme territoriale : la discussion sur les compétences entre dans le vif du sujet

[Le Sénat doit poursuivre ce 13 janvier la discussion sur le fond du projet de loi « Notre » \(nouvelle organisation territoriale de la République\) répartissant les compétences entre collectivités. Depuis la discussion générale des 16 et 17 décembre 2014, les différents acteurs ont avancé quelques pions.](#)

Source : le Moniteur du 12/01/2015

Transport

Projet de loi Macron

[Alors qu'une commission spéciale de l'Assemblée a entamé lundi l'examen du projet de loi Macron par le volet mobilité, le ministre de l'Economie a confié à une commission d'experts le soin d'évaluer l'impact du texte tout au long des débats. L'examen devant l'Hémicycle est programmé à partir du 26 janvier.](#)

Source : localtis.info du 13/01/2015

CDG Express : le gouvernement pourra légiférer par ordonnances

[La commission spéciale de l'Assemblée chargée d'examiner le projet de loi pour la croissance et l'activité a adopté lundi 12 janvier un amendement autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnances pour permettre la réalisation du projet de liaison ferroviaire express entre Paris et l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle.](#)

Source : le Moniteur du 13/01/2015

La certification « Route durable » devient HQE™ Infrastructures

[Adapté à toutes les typologies d'infrastructures routières, ce nouveau référentiel a été développé par Certivéa à l'initiative et avec la contribution du Conseil Général du Nord. S'adressant aux élus et chefs de projets, il vise à garantir la contribution positive d'une infrastructure à la vie sociale et économique, à l'aménagement du territoire et à sa qualité de vie.](#)

Source : le Moniteur du 13/01/2015

Vu dans les revues

RFDA n° 6 novembre-décembre 2014 p.1068, *Critères du contrat administratif : de la clause exorbitante du droit commun à la clause impliquant un régime exorbitant*, par Frédéric Desportes

Presse

Tarifs des notaires : les députés veulent limiter les remises prévues par la loi Macron

[La variabilité des prix concernera moins d'actes que prévu. Les études devront afficher leurs tarifs sur Internet et sur leur lieu d'exercice](#)

Source : les Echos du 15/01/2015

Le travail du dimanche fait toujours débat au PS

[Le travail du dimanche fait toujours débat au PS](#)

Source : les Echos du 14/01/2015

La loi Macron, ou la défense de l'esprit d'entreprise

A l'heure où le débat sur la loi Macron va amener les parlementaires à se pencher sur un texte symbole de la volonté réformatrice de ce quinquennat, il est important de chercher à synthétiser l'inspiration doctrinale qui dicte les dispositions soumises à la représentation nationale, parce qu'elle est susceptible de faire naître une nouvelle majorité autour de valeurs convergentes.

Source : le Monde du 14/01/2015

Professions réglementées : l'Autorité de la concurrence va plus loin que Macron

L'Autorité de la concurrence a rendu public hier un avis sur le sujet. Elle propose de revenir en partie sur les monopoles d'exercice.

Source : les Echos du 14/01/2015

Opération déminage pour la loi Macron

Le texte porté par le ministre de l'économie a été profondément nettoyé afin d'en faciliter l'examen en séance

Source : le Monde du 14/01/2015

Loi Macron : l'exécutif reste ferme sur les principes

Le débat en commission à l'Assemblée a débuté hier. Plus de 1.750 amendements ont été déposés, dont 625 par l'UMP.

Source : les Echos du 13/01/2015